



TEXTES ET DOCUMENTS

J. J. RIBAS, M.-J. JONCZY ET J.-C. SÉCHÉ

DROIT SOCIAL EUROPÉEN

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

THÉMIS

COLLECTION DIRIGÉE PAR MAURICE DUVERGER
TEXTES ET DOCUMENTS

JACQUES JEAN RIBAS
MARIE-JOSÉ JONCZY
JEAN-CLAUDE SÉCHÉ

Droit social
européen

Droit (37)

7430



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

TABLE DES MATIÈRES¹

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

TEXTES SOCIAUX DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

CHAPITRE PREMIER. — Articles sociaux des Traités	11
--	----

1. Le Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier du 18 avril 1951 (CECA).....	11
2. Le Traité instituant la Communauté économique européenne du 25 mars 1957 (CEE)	16
3. Le Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique du 25 mars 1957 (Euratom)	25
4. Le Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes du 8 avril 1965	28
5. Le Traité du 22 avril 1970 portant modification de certaines dispositions budgétaires des Traités instituant les Communautés européennes et du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes	28
6. Actes relatifs à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	28

CHAPITRE II. — La libre circulation des travailleurs	34
--	----

1. Règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté.	34
2. Directive du Conseil (68/360/CEE) du 15 octobre 1968, relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté	49
3. Décision du Conseil (68/359/CEE) du 15 octobre 1968, portant application aux départements français d'outre-mer des articles 48 et 49 du Traité CEE	54

(1) Titre officiel complet de chaque texte.

TABLE DES MATIÈRES

475

4. Directive du Conseil (64/221/CEE) du 25 février 1964, pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique	55
5. Règlement (CEE) n° 1251/70 de la Commission du 29 juin 1970, relatif au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi	58
6. Proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif aux dispositions concernant les conflits de lois en matière de relations de travail à l'intérieur de la Communauté (présentée par la Commission au Conseil le 23 mars 1972)	62
7. Arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 15 octobre 1969 dans l'affaire 15/69, Württembergische Milchverwertung-Südmilch AG, contre M. Salvatore Ugliola	62
8. Recommandation de la Commission du 23 juillet 1962 aux Etats membres, concernant l'activité des services sociaux à l'égard des travailleurs se déplaçant dans la Communauté	64
9. Recommandation de la Commission du 7 juillet 1965 aux Etats membres, concernant le logement des travailleurs et de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté	70

CHAPITRE III. — Sécurité sociale des travailleurs migrants	81
--	----

1. Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté ..	81
2. Décision du Conseil du 14 juin 1971 portant application aux départements français d'outre-mer de l'article 51 du Traité	151
3. Décisions de la Commission administrative (CEE) pour la sécurité sociale des travailleurs migrants : N° 8 du 18 septembre 1959 : Maintien des dispositions des conventions bilatérales et multilatérales sur la sécurité sociale au profit des catégories de personnes non couvertes par le règlement n° 3	152
Exemples d'autres décisions	153
4. Formulaires quadrilingues : N° E/15 : Certificat médical en cas d'accident du travail	153
Exemples d'autres formulaires	158
5. Arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes relatifs à l'interprétation de l'article 51 du Traité CEE et des règlements n°s 3 et 4 : 1. Unger	159
2. Ciechelski	162
3. De Cicco	165
4. Torrekens	168
5. Vve Simon	170
6. Exemples de conventions bilatérales conclues antérieurement à l'entrée en vigueur du règlement n° 3 (1 ^{er} janvier 1959) ou avec les pays tiers ou associés	171

CHAPITRE IV. — La réforme du Fonds social européen	187
--	-----

1. Avis de la Commission au Conseil sur la réforme du Fonds social européen (article 126 du Traité CEE)	187
---	-----

2. Décision du Conseil du 1 ^{er} février 1971 concernant la réforme du Fonds social européen (71/66/CEE)	201
3. Règlement (CEE) n° 2396/71 du Conseil du 8 novembre 1971 portant application de la décision du Conseil, du 1 ^{er} février 1971, concernant la réforme du Fonds social européen	205
4. Règlement (CEE) n° 2397/71 du Conseil du 8 novembre 1971 relatif aux aides susceptibles de faire l'objet d'un concours du Fonds social européen	211
5. Règlement (CEE) n° 2398/71 du Conseil du 8 novembre 1971 concernant le concours du Fonds social européen en faveur de personnes qui sont appelées à exercer une activité non salariée	214
6. Décision du Conseil du 8 novembre 1971 portant application aux départements français d'outre-mer des articles 123 à 127 du Traité (71/364/CEE)	215
CHAPITRE V. — Liberté d'établissement et libre prestation de services (travailleurs indépendants)	216
1. Liste des directives arrêtées ou en cours d'examen au Conseil ou au Parlement européen et au Comité économique et social	216
2. Directive du Conseil du 25 février 1964 concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités d'intermédiaires du commerce, de l'industrie et de l'artisanat (64/224/CEE)	222
3. Communication de la Commission concernant les communications des Etats membres relatives aux mesures d'application des directives du Conseil en matière de liberté d'établissement et de libre prestation des services (directives 64/223/CEE, 64/224/CEE, 64/222/CEE) (67/255/CEE)	229
4. Directive du Conseil du 2 avril 1963 fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans l'agriculture sur le territoire d'un Etat membre des ressortissants des autres pays de la Communauté ayant travaillé en qualité de salariés agricoles dans cet Etat membre pendant deux années sans interruption (63/261/CEE)	235
5. Directive du Conseil du 18 mai 1972 étendant aux travailleurs qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi le champ d'application de la directive du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour, justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique (72/194/CEE)	238
6. Propositions de directives du Conseil fixant les modalités de la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées du médecin	239
CHAPITRE VI. — Comités ayant une compétence dans le domaine social ..	257
1. Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs	257
2. Décision du Conseil du 14 décembre 1970 portant création du Comité permanent de l'emploi des Communautés européennes (70/532/CEE)	262
3. Directive de la Commission du 17 mai 1963 relative à la création d'un Comité consultatif paritaire pour les problèmes sociaux des travailleurs salariés agricoles (68/326/CEE)	264
4. Références de textes relatifs à d'autres comités sociaux	267

CHAPITRE VII. — Egalité des salaires masculins et féminins	268
1. Recommandation de la Commission du 20 juillet 1960 aux Etats membres relative à l'article 119 du Traité	268
2. Résolution de la Conférence des Etats membres sur l'égalisation des salaires masculins et féminins du 30 décembre 1961	269
3. Arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 25 mai 1971 dans l'affaire 80/70 (Defrenne contre Etat belge)	271
CHAPITRE VIII. — Formation professionnelle et protection des jeunes	274
1. Décision du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle (63/266/CEE)	274
2. Recommandation de la Commission du 18 juillet 1966 aux Etats membres tendant à développer l'orientation professionnelle (66/484/CEE)	280
3. Recommandation de la Commission du 31 janvier 1967 adressée aux Etats membres concernant la protection des jeunes au travail (65/125/CEE)	286
CHAPITRE IX. — Sécurité sociale et sécurité du travail	292
1. Recommandation de la Commission du 20 juillet 1962 aux Etats membres relative à la médecine du travail dans l'entreprise	292
2. Recommandation de la Commission du 20 juillet 1966 aux Etats membres relative aux conditions d'indemnisation des victimes des maladies professionnelles (64/462/CEE)	303
3. Directive du Conseil du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (67/548/CEE)	310
CHAPITRE X. — Aspects sociaux de certaines politiques économiques	315
1. Règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil du 25 mars 1969 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route	315
2. Directive du Conseil du 17 avril 1972 concernant la modernisation des exploitations agricoles (72/159/CEE)	334
3. Directive du Conseil du 17 avril 1972 concernant l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures (72/160/CEE)	347
4. Directive du Conseil du 17 avril 1972 concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant en agriculture (72/161/CEE)	355
CHAPITRE XI. — Conventions collectives européennes	364
1. Entente du 6 juin 1968 pour l'harmonisation de la durée du travail des salariés agricoles permanents occupés dans la culture	364
2. Entente du 18 mai 1971 sur l'harmonisation de la durée du travail des salariés permanents occupés dans l'élevage	364

